



Déclaration préalable
CDEN du 14 novembre 2013

Nous sommes en grève ce jour pour dénoncer le contenu de la réforme des rythmes scolaires.

Les premières expériences révèlent l'ampleur des problèmes posés, problèmes que nous soulevons depuis que le décret est publié.

L'école doit garantir l'égal accès aux savoirs, à la culture pour tous et partout. Cet enjeu est primordial. En accentuant les inégalités territoriales la réforme va à l'encontre de l'idéal républicain d'une école laïque, gratuite et égalitaire pour tous les élèves de France. Laisser penser que seule la modification de l'organisation de ce temps va améliorer les conditions de la réussite est une tromperie qui détourne l'attention des véritables problèmes de l'école.

Il faudra beaucoup plus.

Or pour le reste rien n'a changé. Le quotidien dans les écoles ne s'est pas amélioré, pire, il se détériore pour les élèves, les enseignants et les personnels communaux

- aucune mention dans la loi de « refondation de l'école » à des dispositifs de remédiation comme les Réseaux d'Aide et de Suivi des Élèves en Difficulté.
- la mise en place d'un contrat de scolarisation des moins de 3 ans alors que notre département a montré depuis longtemps son savoir faire pour scolariser ces élèves dans de bonnes conditions,
- la détérioration des conditions d'accueil des élèves avec la mise à mal de la vie scolaire, administrative, technique, sanitaire et sociale,
- les difficultés d'inclusion des élèves en difficulté ou en situation de handicap dans des classes surchargés,
- les difficultés à assurer des remplacements de qualité dans des conditions acceptables (le taux de non-remplacement n'est plus dans les documents pour la 2^{ème} année),
- l'appauvrissement de la carte des langues avec la disparition des pôles allemands au profit des bilangues,
- le caractère rural de notre département n'est toujours pas pris en compte amenant à des fusions d'écoles, des réflexions de mutualisation toujours plus importante éloignant le service public des usagers.
- les difficultés pour les personnels administratifs qui sont toujours moins pour toujours plus de tâches à effectuer.

Dans votre bilan vous faites fi de la ruralité de notre département, de la paupérisation de la population, de l'accroissement des problèmes sociaux. Les fermetures accroissent de manière exponentielle les difficultés d'enseignement des collègues et d'apprentissage des élèves, particulièrement pour les plus fragiles (difficulté scolaire, situation de handicap).

Ces pertes d'emplois se traduisent encore et toujours par une augmentation constante des effectifs par classe, des conditions de travail dégradées pour les élèves et les personnels, le recours massifs aux emplois précaires, une explosion du nombre d'heures supplémentaires, la disparition de sections, d'options.

L'École subit à cette rentrée un nouveau coup de rabot pour les missions au service de la réussite de tous les élèves:

Pour la FSU, c'est bien une transformation radicale des systèmes éducatifs à l'échelon européen qui est en cours. Il s'agit d'adapter l'école aux besoins des économies libérales en fournissant aux marchés des travailleurs précaires formés à un niveau minimum pour répondre aux exigences du dumping social.

En ne remettant pas en cause les fondements de la loi d'orientation précédente : le socle commun, la mesure des compétences, le ministre de l'éducation continue à privilégier aux qualifications et connaissances et un livret personnel de compétence, véritable outil du tri social.

La FSU continuera à affirmer

- qu'il faut des mesures structurelles pour sortir de la crise : réforme de grande ampleur de la fiscalité, relance de l'emploi et augmentation des salaires,
- que tous les services publics dont l'éducation nationale doivent être confortés.

- qu'une réelle refondation de l'école doit modifier les finalités de l'École (le socle est toujours là) et la gestion du système éducatif (management).

Pour la FSU, il s'agit, avec l'ensemble de la communauté éducative, d'exiger d'autres choix pour une école démocratique, ambitieuse et émancipatrice.